

CHAPITRE 160.

Article unique. — Rappel aux fonctionnaires réintégrés.

CHAPITRE 161.

Art. 3. — Application de la réglementation relative aux fonctionnaires suspendus.

CHAPITRE 215. — *Inspection de l'éducation physique et des sports, matériel.*

Art. 1^{er}. — Frais de 1^{re} installation des bureaux d'inspection.

Art. 2. — Frais de fonctionnement des bureaux d'inspection.

CHAPITRE 216. — *Frais de missions et indemnités de déplacement.*

Article unique. — Frais de missions et indemnités de déplacement du personnel des services extérieurs de l'éducation physique et des sports.

CHAPITRE 250.

Article unique. — Indemnités de déplacement et de difficultés exceptionnelles d'existence.

CHAPITRE 267. — *Œuvres sociales.*

Art. 2. — Subventions aux cantines et restaurants coopératifs.

CHAPITRE 283.

Art. 3. — Allocations familiales.

CHAPITRE 285.

Art. 3. — Secours aux fonctionnaires et anciens fonctionnaires, à leurs veuves ou à leurs familles.

Examens et concours.

Moniteur d'éducation physique.

553. *Arrêté du 1^{er} février 1945* (Éducation physique et Sports).

(Vu actes dits : L. 12-11-1940, D. 1^{er}-7-1942, D. 1^{er}-7-1942, vu O. 9-8-1944.)

ARTICLE PREMIER. — Pour porter le titre de moniteur d'éducation physique et sportive, il faut avoir satisfait aux épreuves de l'examen ou du concours de recrutement institués par l'acte dit décret du 1^{er} juillet 1942.

ART. 2. — Le personnel exerçant les

fonctions de moniteur d'éducation physique et sportive en vertu de tout autre mode de recrutement que celui qui figure à l'article ci-dessus pourra, sur décision du Directeur général de l'Éducation physique et des Sports, être nommé pendant deux ans dans des fonctions de stagiaire à un poste d'enseignement.

ART. 3. — Au cours ou à la fin de cette période, et sur le rapport des autorités qualifiées, ces stagiaires seront soit titularisés dans le cadre des moniteurs d'éducation physique et sportive ou dans tout autre cadre qui lui aurait été substitué; soit désignés pour suivre un stage préparant à l'examen permettant cette titularisation; soit enfin licenciés s'ils ont fait la preuve qu'ils ne possèdent ni la compétence ni les aptitudes que requiert cet emploi.

ART. 4. — Le Directeur général de l'Éducation physique et des Sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

(J. O. du 10 février 1945.)

Offices municipaux de l'Éducation physique et des Sports.

554. *Circulaire du 9 février 1945* (Éducation physique et Sports, Secrétariat particulier) aux Directeurs départementaux de l'Éducation physique et des Sports, s/c. des Directeurs régionaux de l'Éducation physique et des Sports.

La circulaire du 22 décembre 1941 portant création des offices municipaux de l'Éducation physique et des Sports suscite quelques difficultés d'application qui me sont signalées par certains d'entre vous.

La présente circulaire a pour but de vous indiquer les solutions qu'il convient d'adopter à l'égard de ces problèmes.

I. En ce qui concerne la désignation officielle des représentants admis à constituer les offices municipaux de l'E. P. S., voici quelle doit être la marche à suivre:

a. Informer les maires du désir de

la Direction générale de l'E. P. S. de voir se constituer à l'échelon municipal ou, éventuellement, à l'échelon cantonal des offices de l'E. P. S., leur demander de présenter les personnes susceptibles de faire partie de ces offices, conformément aux termes de la circulaire du 22 décembre 1944 et de vous soumettre pour une dater déterminée la composition à laquelle ils auront cru devoir s'arrêter. Le maire désignera à cette occasion la personne chargée de représenter la municipalité au sein du futur office.

b. Proposer à la signature du préfet du département, après avis motivé de votre part, un arrêté désignant officiellement les candidats proposés par les municipalités.

II. En ce qui concerne les représentants susceptibles de faire partie des offices municipaux ou cantonaux de l'E. P. S. visés page 3, paragraphe 1^{er}, de la circulaire du 22 décembre 1944, je tiens à préciser que cette énumération n'est pas restrictive et moins encore impérative. Selon l'importance de la localité, les municipalités feront appel à un nombre plus ou moins considérable de membres. A titre indicatif, nous estimons qu'en principe l'office municipal de l'E. P. S. doit comprendre de 3 à 5 membres pour les communes de moins de 10.000 habitants, de 5 à 10 pour les communes dont la population est comprise entre 10.000 et 100.000 habitants et de 10 à 15 pour les villes de plus de 100.000 habitants.

III. En ce qui concerne les élections à la présidence et au secrétariat du bureau des offices municipaux de l'E. P. S., elles devront se faire à la majorité des voix au cours d'une séance plénière spéciale convoquée à cet effet par le maire de la localité. Le bureau de l'office est élu pour deux ans au terme desquels on procédera à de nouvelles élections.

IV. Il appartiendra par la suite au président de convoquer les membres de l'office municipal, soit à titre individuel pour un conseil technique déterminé, soit en séance plénière pour l'étude d'une question d'ensemble ou la transmission de directives officielles, toutes les fois qu'il le jugera nécessaire.

V. Il va de soi que tout le courrier émanant des offices municipaux ou can-

tonaux vers les directions départementales, régionales ou générale de l'E. P. S. doit être envoyé sous couvert du maire de la localité ou du chef-lieu de canton et réciproquement tout le courrier émanant des directions générale, régionales et départementales de l'E. P. S. devra être adressé au président de l'office municipal sous couvert du maire de la localité.

VI. Les frais de secrétariat des offices municipaux seront assumés par les municipalités.

Traitements et indemnités.

Heures supplémentaires des professeurs et moniteurs d'éducation physique.

555. *Arrêté (Éducation nationale et Finances) du 3 février 1945.*

(V. D. 27-10-1938.)

ARTICLE PREMIER. — Les professeurs, les moniteurs-chefs, les moniteurs d'éducation physique, les professeurs et les moniteurs d'éducation physique délégués dont le service hebdomadaire excède le maximum de service réglementaire, reçoivent, par heure supplémentaire et sous réserves des dispositions légales relatives aux cumuls des traitements et indemnités, une indemnité non soumise aux retenues pour pensions civiles.

ART. 2. — Les indemnités allouées pour chaque heure hebdomadaire de service supplémentaire sont fixées conformément au tableau annexé au présent arrêté.

ART. 3. — Les indemnités pour heures supplémentaires sont payables par neuvième.

Aucune indemnité pour heure supplémentaire ne peut être payée que si le service donnant lieu à l'indemnité est effectivement accompli et si le fonctionnaire assure par ailleurs le maximum hebdomadaire auquel il est tenu d'après les règlements.

En cas d'absence ou de congé, les décomptes s'établissent à raison de 1/270^e, par jour de présence, de l'indemnité annuelle définie à l'article 2.

Lorsque le service supplémentaire ne comporte pas un horaire régulier, chaque heure effectivement faite est rétri-

Bo 1.40 du 22 février 1945